

# Liège et Gand : des politiques alimentaires en transition

JULIETTE BETINA | BENJAMIN CORCHUAN | CÉLIA DESTOUCHES | DIEGO RIBEIRO | LIONEL TASTET

Du 7 au 11 avril 2025, les étudiants du master Stratégies et Gouvernances Métropolitaines (SGM) de Sciences Po Bordeaux (dont les auteurs de ces lignes) ont réalisé un voyage d'études dans les villes de Liège et Gand, en Belgique. Ils ont notamment participé à des visites et conférences sur le thème des politiques alimentaires locales, dont cet article fait la synthèse.

Outre-Quiévrain, deux villes aux trajectoires urbaines et politiques distinctes, Liège et Gand, tracent des voies originales pour repenser leur système alimentaire à l'échelle locale. À l'heure d'une transition écologique se voulant locale et citoyenne, un état des lieux des innovations dans ces deux agglomérations est particulièrement bienvenu.

## Gand, laboratoire d'une politique municipale intégrée

Capitale de la Flandre-Orientale, Gand s'est affirmée comme un laboratoire européen de politiques alimentaires. Depuis 2013, son programme Gent en Garde pose les bases d'un système alimentaire local durable, équitable et résilient. Au cœur de la démarche, un Conseil de l'alimentation (*Food Council*) de 32 membres composés de producteurs, chercheurs, associations et élus, sert d'instance de gouvernance collaborative et de priorisation stratégique.

Les objectifs sont clairs : préserver les terres agricoles, soutenir des modèles durables, améliorer l'accès à une alimentation saine pour tous et renforcer la résilience face aux crises. La municipalité mobilise le foncier public pour accompagner des jeunes agriculteurs en transition agroécologique. Elle participe notamment à la recomposition de haies à Mendonk, à la conversion au bio,

au développement du fluvial à Afsnee et à l'accompagnement administratif des exploitants. L'action solidaire n'est pas en reste : en deux ans, plus de 57 000 personnes ont reçu des paniers ou des invendus des cantines. La ville promeut aussi la transition culturelle. Dès 2009, elle introduit le « jeudi veggie » dans ces mêmes cantines, une initiative reprise par les restaurateurs, devenue argument touristique (Pleyers, 2020). Ici, agriculture, solidarité et économie locale se répondent dans une politique transversale assumée.

## À Liège, une transition alimentaire citoyenne

À 200 kilomètres au sud-est, dans une Wallonie marquée par le déclin industriel, Liège suit une logique inverse : celle d'un engagement citoyen structurant l'action publique (Bousbaine, 2021). Depuis 2013, la Ceinture Aliment-Terre Liégeoise (CATL), coopérative à finalité sociale, s'est imposée comme un acteur incontournable, fédérant collectivités, agriculteurs, coopératives et consommateurs autour d'un projet commun de relocalisation de 50 % de l'alimentation d'ici à une génération. La CATL repose sur trois piliers : création de « chaînons manquants », sensibilisation du grand public, et ancrage institutionnel<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> En partenariat avec la Ville, l'Université de Liège et les intercommunales, la CATL a ainsi participé à la création, en 2022, d'un Conseil de Politique Alimentaire, espace de coordination et de définition stratégique à l'échelle du bassin de vie.



Panneau du Jardin Vivifiant à Rocourt (Liège), terrain maraîcher où sont proposées de l'auto-cueillette et des activités socioculturelles. © Benjamin Corchuan.

Le contexte est tendu. Depuis la pandémie de Covid-19, l'agriculture belge traverse une crise structurelle avec une baisse du nombre de fermes, le vieillissement des exploitants, la pression foncière et le recul des circuits courts. En Wallonie, seuls 12 % de la demande alimentaire sont couverts localement (Burny et al., 2024). Le droit à l'alimentation n'est toujours pas inscrit dans la

## VOISINAGE

loi, et la situation foncière demeure critique. Les prix des terrains ont presque triplé en dix ans (Hildesheim et Adam, 2024), tandis que les exploitations disparaissent<sup>1</sup> et les jeunes peinent à s'installer (Statbel, 2022).

Face à cela, la CATL et l'intercommunale Liège Métropole<sup>2</sup> ont lancé l'appel à projets CREaFARM, pour mettre à disposition des terrains communaux à des maraîchers sur dix ans, et *in fine* stimuler l'auto-crédation d'emplois (Giot, 2022). À Rocourt, le Jardin Vivifiant illustre cette dynamique. Pour répondre à une demande croissante des consommateurs en produits locaux de qualité, et afin de promouvoir les circuits courts en renforçant l'économie alimentaire locale, deux jeunes maraîchères, Chloé et Annick, cultivent un terrain de 10 000 m<sup>2</sup>. Elles y proposent un système d'auto-cueillette à une soixantaine

1 | 40 % des fermes wallonnes ont disparu en 20 ans. Cf. *Chiffres clés de l'agriculture 2022*, Statbel.

2 | En Belgique, on parle « d'intercommunalité sectorielle » : en lieu et place d'une communauté d'agglomération disposant d'un conseil élu et de directions thématiques, les « intercommunales » belges sont des entreprises publiques créées par des communes afin d'accomplir des missions de service public d'intérêt communal, dans un secteur défini.

d'abonnés. Le jardin a aussi pour vocation la mise en place d'activités socio-culturelles. Les productrices animent notamment des ateliers scolaires afin de promouvoir une alimentation locale et durable pour tous. Depuis le lancement du programme, le nombre de maraîchers a doublé dans la province, et la mobilisation s'étend grâce à d'autres projets comme le festival Nourrir Liège depuis 2017 ou la Maison de l'Alimentation durable et inclusive qui intervient dans les écoles prioritaires.

Mais les fragilités demeurent : faible production locale (2 à 3 % de la consommation) (Burny et al. 2024), dépendance aux financements, absence d'une structure intercommunale générale dotée de pouvoirs politiques, et tensions entre la Ville (PS+, socialistes et écologistes) et le Parlement wallon (Mouvement Réformateur, droite rurale). Les ambitions agricoles locales et durables mises en œuvre à Liège semblent donc encore réduites à une faible part de la population et nécessitent davantage de soutien des politiques publiques.

### Quels enseignements ?

Alors que Gand investit dans la transition alimentaire par un volontarisme municipal articulé à une gouvernance multi-acteurs, Liège parie sur une dynamique citoyenne, professionnalisée au fil du temps. Si toutes deux visent résilience et ancrage local de la production qui peuvent être des leviers de développement territorial (Pleyers, 2020), les obstacles restent grands : foncier hors de contrôle, précarité des acteurs et faiblesse de la coordination territoriale. Des interrogations demeurent : peut-on faire système à partir d'initiatives dispersées ? Quelle gouvernance pour pérenniser la démarche ? Mais, toujours est-il que les cas belges offrent trois enseignements majeurs : la force d'un récit collectif, comme à Liège ; la mobilisation stratégique du foncier, comme à Gand ; la nécessité d'une gouvernance partagée, souple et ancrée dans les besoins du territoire. Face aux enjeux climatiques, sociaux et économiques, la politique alimentaire ne saurait demeurer un sujet périphérique des politiques urbaines. Liège et Gand montrent, chacune à sa manière, non sans difficultés, qu'il est possible de construire des stratégies alimentaires ambitieuses à l'échelle métropolitaine. —

Vue d'ensemble du Jardin Vivifiant, terrain communal cultivé par deux maraîchères, Chloé et Annick, dans le cadre de l'appel à projets CREaFARM, à Rocourt, Liège. © Benjamin Corchuan.

